

برنامج  
الأغذية  
العالمي



Programme  
Alimentaire  
Mondial

World  
Food  
Programme

Programa  
Mundial  
de Alimentos

Deuxième session ordinaire  
du Conseil d'administration

Rome, 17 - 19 mai 2000

## PROJETS SOUMIS À L'APPROBATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Point 6 de l'ordre du  
jour

*Pour approbation*



Distribution: GÉNÉRALE  
WFP/EB.2/2000/6-B/1  
18 avril 2000  
ORIGINAL: ANGLAIS

## INTERVENTION PROLONGÉE DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT—INDE 6220.00

### Secours et redressement dans les districts d'Orissa touchés par les cyclones

#### Nombre de bénéficiaires:

Femmes	107 500
Hommes	80 000
Fillettes	582 075
Garçons	630 425
<b>Total</b>	<b>1 400 000</b>

Durée du projet Douze mois  
(juin 2000–mai 2001)

#### Coût (dollars E.-U.)\*

Coût total pour le PAM	13 390 296
Coût total des produits alimentaires	10 564 080
Coût total pour le gouvernement	2 167 500

\* Un dollar des Etats-Unis équivaut à 43,25 roupies indiennes.

## RÉSUMÉ

L'Inde est classée parmi les pays à faible revenu et à déficit vivrier. Trente cinq pour cent de sa population vit dans une situation de pauvreté chronique, et consomme moins de 80 pour cent des besoins énergétiques minimaux. Le produit intérieur brut (PIB) de l'Inde est de 465 dollars (Rapport sur le développement humain du PNUD, 1999). Le taux de mortalité des moins de cinq ans est de 109 pour 1 000 enfants nés vivants, 53 pour cent des enfants âgés de moins de cinq ans ont une courbe de poids inférieure à la normale. Avec un indice de développement humain (IDH) de 42,8 l'Inde se situe très bas dans l'échelle des pays. Dans ce pays où la société entretient de forts préjugés sur l'importance relative des sexes, il n'y a que 927 femmes pour 1 000 hommes (recensement de 1991).

Les violents cyclones qui ont ravagé l'Orissa les 18 et 29 octobre 1999 ont atteint plus de 15 millions de personnes, soit un tiers de la population de l'Etat. Ils ont fait plus de 10 000 victimes. Près de deux millions d'habitations ont été détruites. Les évaluations menées par le Bureau pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) et par l'Equipe des Nations Unies pour la gestion des catastrophes, et celles de la FAO et du PAM, font état de dégâts importants pour les cultures de rente et l'horticulture: dans les districts les plus touchés, elles ont été presque totalement détruites et plus de 70 pour cent du bétail a péri. L'évaluation nutritionnelle du PAM a indiqué que les programmes de l'Etat qui atteignent les groupes les plus vulnérables (femmes enceintes, nourrissons et enfants des écoles primaires) ont été gravement affaiblis. Les dommages causés au secteur agricole, couplés aux pressions s'exerçant sur les programmes de protection sociale déjà très sollicités, à la diminution importante des possibilités d'emploi et à la destruction de l'infrastructure économique sont autant de défis simultanés pour le Gouvernement de l'Etat.

Le Gouvernement de l'Inde et le Gouvernement de l'Etat d'Orissa se concentrent de plus en plus sur le redressement. En conséquence, l'IPSR ne met pas seulement la priorité sur les secours mais aussi sur la reconstruction et la relance des programmes sociaux et sur la remise en état des infrastructures communautaires et privées. Les activités prendront le relais des travaux de reconstruction entamés par l'IPSR 6211.00 dans les districts de Jagatsinghpur et Kendrapara.

Les objectifs immédiats de la présente IPSR consistent à: a) améliorer la situation nutritionnelle des femmes enceintes et des mères allaitantes, des nourrissons et des enfants d'âge préscolaire; b) encourager la reprise des activités éducatives dans les écoles primaires, surtout pour les fillettes; c) fournir une aide sous forme d'activités vivres-contre-travail (VCT) pour la restauration des avoirs communautaires et privés.

En collaboration avec le gouvernement central, le PAM propose de fournir une aide aux populations les plus vulnérables dans les six districts les plus gravement touchés, à savoir Jagatsinghpur, Kendrapara, Puri, Ganjam, Dhenkanal et Jajpur. L'intervention du PAM, qui durera 12 mois, est centrée sur trois grands éléments: 1) alimentation des groupes vulnérables (AGV) par une expansion du Programme de développement intégré de l'enfant (ICDS), combinée à une formation en matière de nutrition, santé et atténuation des effets des catastrophes (500 000 bénéficiaires—exclusivement des femmes et des enfants; 2) alimentation dans les écoles primaires, (activités vivres-pour-l'éducation—VPE) (500 000 enfants, dont 240 000 fillettes); et 3) remise en état des infrastructures familiales et communautaires, c'est-à-dire VCT (400 000 bénéficiaires, dont 320 000 femmes et enfants). Au total, environ 94 pour cent des bénéficiaires seront des femmes et des enfants. Dans les activités de redressement à participation communautaire, mises en oeuvre avec le concours des ONG, la priorité sera accordée aux ménages dirigés par une femme. Toutes les activités du PAM son intégrées dans le plan de reconstruction élaboré par l'Etat, la Banque mondiale, des institutions soeurs des Nations Unies et la société civile.

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site WEB du PAM ([http://www.wfp.org/eb\\_public/EB\\_Home.html](http://www.wfp.org/eb_public/EB_Home.html)).

## NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

**Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour approbation.**

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document, à contacter le(s) fonctionnaire(s) du PAM mentionné(s) ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur, Région Asie et Europe orientale (OAE):                      Mme J. Cheng-Hopkins                      tel.: 066513-2209

Coordonnateur de programmes, OAE:                      Mme C. Räder                      tel.: 066513-2723

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter le commis aux documents et aux réunions (tél.: 066513-2645).



---

## LISTE DES SIGLES UTILISES DANS LE PRESENT DOCUMENT

ACV	Analyse et cartographie de la vulnérabilité
AGV	Alimentation des groupes vulnérables
CARE	Société coopérative pour l'aide au monde entier
CPR	Conseils de <i>Panchayati Raj</i>
CPSW	<i>Council for Professional Social Workers</i>
DDMI	Département du développement maternel et infantile
DDR	Département du développement rural
FICR	Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge
ICDS	Programme de développement intégré de l'enfant
IDH	Indice de développement humain
IPSR	Intervention prolongée de secours et de redressement
OCHA	Bureau pour la coordination des affaires humanitaires
OIT	Organisation internationale du travail
PGE	Programme de garantie de l'emploi
PIB	Produit intérieur brut
TIEM	Transport intérieur, entreposage et manutention
TTEM	Transport terrestre, entreposage et manutention
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
VCT	Vivres-contre-travail
VPE	Vivres pour l'éducation



## FOURNITURE DE L'AIDE: CONTEXTE ET JUSTIFICATION

### Analyse de la situation

1. L'état d'Orissa est l'un des plus pauvres de l'Inde, avec un large segment de la population (environ 66 pour cent) qui vit au dessous du seuil de pauvreté. La pauvreté structurelle a rendu ce groupe encore plus vulnérable aux conséquences d'une catastrophe naturelle, en particulier pour ceux qui vivent dans les zones côtières à haut risque.
2. La situation nutritionnelle en Orissa est l'une des pires de l'Inde, même dans des conditions normales. Etant donné la forte incidence de la malnutrition chronique dans l'Etat, le PAM s'est joint récemment aux efforts du Gouvernement de l'Etat dans une campagne pour éradiquer les formes graves de malnutrition en concentrant son intervention sur les trois districts plus pauvres au sud de l'Etat grâce au Programme de développement intégré de l'enfant (ICDS).
3. Deux violents cyclones ont frappé la côte orientale indienne de l'Orissa les 18 et 29 octobre 1999, touchant 14 des 30 districts de l'Etat. Les districts les plus gravement touchés ont été Gajapati, Jagatsinghpur, Kendrapara, Puri, Ganjam, Dhenkanal, Jajpur, Khurda, Cuttack, Balasore, Bhadrak, Nayagada, Keonjhar, et Mayurbhanj (voir carte ci-jointe). Des vents de 260 km/h et des raz de marée d'une hauteur de près de huit mètres ont abattu les maisons, les arbres et les poteaux électriques, causant une destruction massive et forçant à l'évacuation de dizaines de milliers de familles. Dans ces districts, plus de 15 millions de personnes ont été touchées, soit plus d'un tiers de la population de l'Etat.
4. Ces deux cyclones sont les plus violents jamais enregistrés dans le pays en plusieurs décennies. Malgré les avertissements qui avaient précédé, les habitants sont restés sans défense devant la férocité des cyclones, et les faibles moyens de survie mis en place ont été rapidement anéantis. Alors que les vents et les vagues s'abattaient sur le littoral de l'Orissa, les gens fuyaient devant le mur d'eau qui a pénétré jusqu'à trois kilomètres dans l'arrière-pays. Les habitations, les gens, les animaux, les moyens de locomotion, tout a été entraîné vers la mer, ne laissant absolument rien intact.
5. Les infrastructures locales ont été gravement endommagées et détruites. Dans les districts les plus touchés, les communications ont été interrompues, les routes ont été entraînées par les eaux, les fils du téléphone arrachés et l'électricité coupée. Bien qu'une route nationale soit restée praticable, le transit s'est totalement interrompu et de nombreux camions chargés de fournitures n'ont pu atteindre leur destination. Il s'en est suivi une situation désespérée d'attente, tant pour les vivres que pour le matériel de secours, et des cas de pillage ont été signalés.
6. Dans les 14 districts touchés par les cyclones, deux millions d'habitations ont été détruites, certaines partiellement, d'autres complètement. Dans les districts les plus gravement touchés de Jagatsinghpur, Kendrapara, Puri, Ganjam, Dhenkanal et Jajpur, 1,3 million de maisons ont été endommagées. La reconstruction des maisons figure encore parmi les urgences.
7. Bien que les chiffres officiels parlent de 11 000 écoles endommagées ou détruites, les estimations officieuses indiquent qu'une estimation de 27 000 serait plus proche de la réalité. Bon nombre des écoles encore debout ont été utilisées comme abris de fortune. Même si en décembre 1999, 1 190 écoles primaires et 62 écoles secondaires avaient été



réparées, la fréquentation scolaire a baissé radicalement et la difficulté consistera maintenant à convaincre les élèves de revenir.

8. Les rapports confirment que les cyclones ont complètement détruit l'agriculture et ses divers sous-secteurs (horticulture, élevage et pêches). Les petits exploitants et les paysans marginaux, qui ont le plus souffert, continuent de désespérer devant le manque d'initiatives en faveur de la relance du secteur agricole. Les petits ouvrages d'irrigation et l'agriculture doivent être remis en état. Les voies d'accès dans les villages, les petits ponts et les canaux doivent être reconstruits.
9. Les artisans locaux ont perdu leurs outils et leurs ateliers; les petites unités productives locales ont été détruites. Le manque à gagner, dû aux dégâts extensifs portés aux cultures de rente telles que les plantations de noix de coco, est immense.
10. Les cyclones ont encore aggravé la situation nutritionnelle déjà précaire dans l'Orissa; il demeure essentiel de prendre des mesures pour empêcher qu'elle ne se détériore encore, surtout pour les femmes et les enfants.
11. Six mois après la catastrophe, les principales liaisons routières et ferroviaires sont pratiquement redevenues normales. La plupart des lignes téléphoniques sont de nouveau connectées. De gros progrès ont été faits également pour remettre l'électricité. Toutefois les pannes sont encore fréquentes dans les zones les plus touchées où les lignes et les pylônes de haute tension ont subi des dégâts massifs. A Kendrapara, par exemple, la fourniture n'atteint que huit pour cent de la capacité habituelle.

### Intervention du PAM

12. Le PAM est présent en Orissa depuis 14 ans avec le projet de développement tribal et plus récemment avec le soutien à l'ICDS dans trois districts. Cette présence lui a permis d'intervenir rapidement pour atténuer les problèmes nutritionnels des plus pauvres.
13. Immédiatement après la catastrophe, le PAM a fourni et distribué d'urgence 234 tonnes de biscuits à haute teneur énergétique aux familles déplacées (234 000 bénéficiaires— femmes et enfants vulnérables) par le truchement du ICDS dans les districts les plus durement touchés de Jagatsinghpur, Kendrapara et Jajpur.
14. Afin de répondre aux besoins des districts les plus gravement atteints, le PAM a accéléré la mise en oeuvre des activités de développement dans le cadre du volume global approuvé pour le programme de pays, en étendant les activités du programme aux zones touchées. Cette action a été programmée à la demande du gouvernement central pour fournir une aide aux victimes de la catastrophe dans les districts figurant parmi les plus touchés si l'on considère la proportion de récoltes perdues, d'infrastructures détruites et de personnes vivant au-dessous du seuil de pauvreté.
15. En outre, l'IPSR 6211.00 d'une durée de quatre mois, pour une valeur alimentaire de 2,4 millions de dollars, a été approuvée par le Directeur exécutif adjoint du PAM au début de février 2000 pour couvrir les besoins alimentaires urgents de deux districts (Jagatsinghpur et Kendrapara: 425 000 bénéficiaires—90 pour cent de femmes et d'enfants) qui n'étaient pas entièrement couverts par la mise en oeuvre accélérée du programme de développement prévu. L'IPSR 6211.00 s'inscrit dans le cadre des efforts de redressement entrepris par le Gouvernement de l'Etat et les ONG partenaires. Il comprend des activités telles que l'alimentation des groupes vulnérables (AGV) à travers l'ICDS, l'alimentation dans les écoles primaires et des projets vivres-contre-travail (VCT) pour la construction de bâtiments communautaires et d'abris pour les familles.



## Politique de redressement du gouvernement

16. Le Gouvernement de l'Inde et le Gouvernement de l'Etat d'Orissa ont demandé au système des Nations Unies et aux donateurs bilatéraux de fournir une aide à l'Etat pour alléger les souffrances de la population touchée. Les efforts à court terme se sont concentrés sur la fourniture de secours, d'abris, de nourriture, de soins de santé et de nutrition, ainsi que d'installations hydriques et sanitaires pour empêcher que la situation ne se détériore encore pour la population. Toutefois, le Gouvernement de l'Etat estime que 40 pour cent seulement des zones touchées ont été atteintes par les fournitures de secours et a lancé un appel aux ONG et aux Nations Unies pour faire un effort supplémentaire en faveur du redressement dans cet Etat.
17. Des efforts à plus long terme, qui coïncident avec l'année d'exécution de l'IPSR 6220.00, se concentreront sur le redressement, notamment la construction d'abris anticyclone et un soutien pour la reprise d'activités productives durables. Le PAM envisage de fonder le redressement sur: a) des activités axées sur les personnes touchées et les moyens propres des communautés; b) des programmes et des activités qui restaureront la situation originale et l'amélioreront par la création de possibilités d'emploi et une plus grande sécurité alimentaire; et c) l'instauration de conditions propices à une solution durable des problèmes de bien-être économiques et de sécurité alimentaire.
18. Le gouvernement central a fourni 50 milliards de roupies indiennes en tant que don au Gouvernement de l'Etat pour l'aider à faire face aux besoins des victimes des cyclones. Un montant supplémentaire de 40 milliards de roupies indiennes a été promis à l'Etat. Cependant, malgré l'engagement du gouvernement central à répondre à la catastrophe, les contributions financières sont encore insuffisantes pour répondre aux besoins de reconstruction et de redressement. Bien que l'Inde ait produit une récolte record de plus de 200 millions de tonnes de céréales vivrières en 1998/99, dont 32 millions de tonnes ont constitué un excédent, des millions de foyers indiens sont en situation d'insécurité alimentaire, n'ayant pas le pouvoir d'achat, et la sous-alimentation et la malnutrition sont diffuses. En raison de contraintes budgétaires, le gouvernement n'est pas en mesure de satisfaire tous les besoins des populations démunies et sous-alimentées de l'Orissa.
19. Alors que 20 pour cent de la population a un pouvoir d'achat insuffisant pour satisfaire aux besoins alimentaires minimaux, le fait que l'Inde ait un excédent de production devient pratiquement insignifiant et ne résoudra pas le difficile problème d'accès à des quantités suffisantes d'aliments. La situation est encore exacerbée par le fait que l'Orissa a l'un des revenus par habitant les plus bas du pays et que le Gouvernement de l'Etat est en déficit. Le gouvernement central lance maintenant un nouvel appel pour mobiliser des ressources supplémentaires permettant de reconstruire les habitations et de rétablir les moyens de subsistance en Orissa.
20. Le Gouvernement de l'Orissa a dépensé 280 millions de roupies indiennes pour reconstruire des maisons et réparer les dégâts aux bâtiments. Avec le gouvernement central, le Gouvernement de l'Etat a déboursé au total 300 millions de roupies indiennes en guise d'indemnités aux familles des personnes qui ont péri dans la catastrophe. Le Gouvernement de l'Etat a également distribué directement et gratuitement 51 700 tonnes de riz. Le gouvernement central a dégagé 293 038 tonnes de riz et 50 000 tonnes de blé à distribuer à travers le Réseau public de distribution.
21. Le Département du développement maternel et infantile (DDMI) recherche activement des fonds pour la réouverture des centres de protection maternelle et infantile et pour en créer de nouveaux en réponse aux besoins. Le Ministère du développement rural a entamé la réfection des routes, des infrastructures publiques, des bâtiments communautaires à travers des activités VCT sous la direction du Département du développement rural (DDR)



à travers les Bureaux de développement rural de district et les Conseils de *Panchayati Raj* (CPR) qui sont des conseils de village ou de quartier localement élus<sup>1</sup>.

### Justification de l'IPSR

22. Dans un premier temps, la réaction aux cyclones a été de fournir des secours immédiats à la population touchée. Toutefois, les mesures de secours entreprises par le gouvernement, les institutions internationales et les ONG n'ont pas été suffisantes pour permettre la reprise d'une vie normale après la catastrophe.
23. Les districts de Jagatsinghpur, Kendrapara, Puri, Ganjam, Dhenkanal et Jajpur ont été parmi les plus gravement touchés en ce qui concerne la perte d'infrastructure et de récoltes. La situation économique globale dans ces districts a continué de se détériorer, les paysans étant dans l'impossibilité de recommencer à produire. La production de céréales et de riz dans les mois à venir ne sera pas suffisante pour couvrir les besoins de la population. La remise en état du secteur agricole, des moyens de transports locaux et des constructions privées et publiques reste une priorité pressante.
24. Le processus de reconstruction et de redressement a démarré dans le cadre de l'IPSR 6211.00 dans deux districts—Jagatsinghpur et Kendrapara. Il sera poursuivi et étendu pour inclure les districts de Puri, Ganjam, Dhenkanal et Jajpur dans le cadre de l'IPSR 6220.00.
25. Alors que les femmes et les enfants continuent de souffrir d'un régime alimentaire inadéquat, ne couvrant pas leurs besoins en protéines et micronutriments, le PAM a l'intention de continuer à soutenir ces bénéficiaires au moyen d'aliments composés enrichis, par le biais d'activités AGV et VPE (en fournissant le repas de midi dans les écoles primaires). L'accent sera mis aussi sur les interventions visant à reconstruire les infrastructures, y compris la remise en état des routes et les petits systèmes d'irrigation à travers des activités VCT. Les femmes pauvres seront embauchées en priorité.
26. Les programmes de redressement mis en place par le gouvernement supposent des efforts concertés de la part des institutions gouvernementales et des ONG pour recréer des conditions acceptables en Orissa, ou du moins pour revenir aux conditions antérieures à la catastrophe. Par cette IPSR, le PAM participera aux efforts de reconstruction en complétant les activités d'autres institutions des Nations Unies, d'ONG internationales et locales, et d'institutions gouvernementales.

---

<sup>1</sup> Depuis des décennies, les villages indiens étaient dotés d'un système local de gouvernement, un conseil au moyen duquel les anciens du village faisaient respecter la justice sociale et l'équité économique. Connu sous le nom de *Panchayat*, cet organisme officieux était responsable des décisions qui gouvernaient la vie des gens. La loi constitutionnelle de 1992 (73ème amendement) stipule que les *Panchayats* reçoivent les pouvoirs et l'autorité pour fonctionner en tant qu'institution autonome de gouvernement. Les Conseils de *Panchayati Raj* (CPR) ont vu le jour le 24 avril 1993. Disséminés sur l'ensemble du territoire, ils font partie intégrante de la structure démocratique de base du pays. En vertu de la loi, 33 pour cent des sièges des CPR sont réservés aux femmes. Les élections aux CPR se tiennent régulièrement tous les cinq ans.





## STRATEGIE DE MISE EN OEUVRE

### Evaluation des besoins

27. Plus de 66 pour cent de la population de l'Etat d'Orissa vit au-dessous du seuil de pauvreté, contre une moyenne de 39 pour cent pour l'ensemble du pays. En 1995/96, le revenu annuel réel par habitant était d'environ 38 dollars, à l'avant-dernière place dans l'échelle des revenus enregistrés dans les différents Etats. En conséquence, la population est caractérisée par un faible pouvoir d'achat et un accès limité aux ressources. La situation concernant le revenu et la disponibilité d'aliments a été encore aggravée par les cyclones. Ceux qui dépendent de cultures pluviales—la grande majorité des agriculteurs de subsistance—ne peuvent prétendre à une nouvelle récolte avant octobre/ novembre 2000.
28. Plusieurs institutions, notamment l'OCHA et l'Equipe des Nations Unies pour la gestion des catastrophes, outre le Gouvernement de l'Etat, ont mené des évaluations indépendantes de la situation en Orissa. L'OCHA a signalé que l'aide alimentaire actuellement distribuée à environ deux millions de personnes serait nécessaire jusqu'à la prochaine récolte. Il faut s'attendre à ce que cette aide doive être encore prolongée, puisque les projections concernant la campagne ne sont guère brillantes.
29. L'équipe de l'OCHA fait état de trois millions de structures endommagées (habitations, bâtiments publics, écoles primaires et secondaires, y compris l'équipement des établissements), dont environ 1,5 million ont été totalement détruites. L'OCHA a également signalé que dans les districts couverts par l'assistance du PAM, plus de 70 pour cent des abris ont été complètement détruits et 10 à 15 pour cent endommagés. Bien que des travaux de remise en état aient démarré après la catastrophe, l'ampleur de la tâche appelle une assistance supplémentaire.
30. Toutes les évaluations sur le terrain confirment la destruction généralisée des biens privés et publics. Mais l'anéantissement des perspectives économiques due en grande partie à la diminution de la capacité productive et à la perte des cultures horticoles et de rente est plus alarmante encore. La possibilité de gagner sa vie grâce au jour le jour s'est également amenuisée, particulièrement dans les zones rurales où les employeurs traditionnels et les plus gros exploitants ont été touchés eux aussi. La majorité des résidents des districts frappés par les cyclones, outre les dégâts aux habitations, ont perdu pratiquement tout ce qu'ils possédaient.
31. Les dégâts les plus graves intéressent les districts de Jagatsinghpur, Kendrapara, Puri, Ganjam, Dhenkanal et Jajpur. La destruction des récoltes dans ces districts a été estimée à près de 100 pour cent, et plus de 70 pour cent du cheptel bovin a péri. La perte des possibilités d'emploi est considérable.
32. Dans des circonstances normales, l'Orissa produit assez d'aliments pour satisfaire la demande. Toutefois, les districts touchés par les cyclones étaient les greniers de l'Orissa—sa "réserve de riz". Maintenant, il n'en reste plus rien.
33. Une évaluation récente de la FAO confirme qu'il y a eu perte totale tant pour les surfaces plantées que pour la récolte d'hiver à Jagatsinghpur et Kendrapara. La valeur totale de la perte de production agricole en Orissa est estimée à 481 millions de dollars.
34. Les routes locales ont été détruites par les cyclones, renforçant encore le problème de l'accès à la nourriture. Les distributions d'urgence de vivres et l'accès au réseau public de distribution continuent d'être entravés, en particulier dans les districts où les efforts du PAM sont concentrés. Pour améliorer la sécurité alimentaire des groupes vulnérables, en





particulier des femmes et des fillettes, la remise en état des potagers familiaux, de la petite agriculture et des infrastructures côtières essentielles qui constituent d'importants moyens de subsistance, est nécessaire. Puisque les aliments ne sont pas faciles à obtenir, les activités VCT devront fournir des emplois et une plus grande sécurité alimentaire à court terme. A long terme, la relance du secteur agricole et des activités connexes mènera à une augmentation de la production alimentaire, de l'emploi et des revenus.

35. Même dans des conditions normales, l'exclusion systématique des femmes et des fillettes de la sphère publique a des répercussions négatives sur leurs possibilités d'accéder aux services d'éducation et de vulgarisation sociale et économique, et limite leur participation aux groupes établis officiellement et aux instances où les décisions sont prises. La catastrophe n'a fait qu'aggraver cette situation de fait: les femmes sont encore plus isolées maintenant, alors qu'elles se battent et, le plus souvent, se privent pour nourrir leur famille—surtout leurs enfants. Dans les districts frappés par les cyclones, les femmes ont un mauvais régime alimentaire et sont plus exposées que les hommes à des problèmes de santé.

## Nutrition

36. L'incidence des retards de croissance et des insuffisances pondérales est chronique en Orissa parmi les enfants de moins de cinq ans et c'est l'une des plus élevées de l'Inde: plus de 50 pour cent des enfants ont un poids inférieur à la moyenne et une proportion égale souffre d'un retard de croissance. L'émaciation est diffuse, touchant un enfant sur cinq.
37. La proportion des enfants qui étaient déjà gravement sous-alimentés est également considérable: selon l'indicateur du poids par l'âge, 50 à 60 pour cent d'entre eux souffrent de malnutrition. Le taux de mortalité infantile dans l'Etat est très élevé (112 pour 1 000 enfants nés vivants). Le PAM a mené une évaluation nutritionnelle rapide sur certaines poches situées dans les districts touchés, qui a confirmé que la situation nutritionnelle était dans l'ensemble déjà précaire avant la catastrophe et qu'il est urgent de trouver des moyens pour empêcher une aggravation.
38. L'évaluation du PAM a montré qu'une mauvaise santé est un facteur qui contribue à la malnutrition. Les données de base indiquent que l'incidence normale des infections respiratoires aiguës et de la diarrhée est de 10 et 21 pour cent respectivement, avec des pics parmi les enfants entre six et 11 mois. Ces maladies sont en augmentation à l'heure actuelle à cause du manque d'abris et de couvertures, et du mauvais régime alimentaire.
39. Le régime actuel consiste principalement en vivres d'urgence avec des rations complémentaires de riz. Il n'apporte pas assez de vitamines, de protéines et de minéraux, surtout pour ceux qui ont des besoins accrus, tels que les enfants, les femmes enceintes et les mères allaitantes. La deuxième série d'évaluations nutritionnelles rapides effectuées par le PAM a montré que la disponibilité de vivres ne s'est améliorée que marginalement avec l'inclusion de poisson, de bananes et de légumes dans certains foyers. Le rapport soulignait que la sécurité alimentaire pour les agriculteurs de subsistance, les communautés de pêcheurs, les artisans et autres segments vulnérables de la population est encore loin d'être assurée. En outre, les possibilités d'emploi dans le secteur agricole dans les zones touchées sont extrêmement limitées, ce qui entraîne la baisse des salaires et/ou des arrangements défavorables en cas de partage des récoltes.
40. Le gouvernement central a déclaré que pour répondre aux besoins créés par la catastrophe, une fourniture suffisante de riz serait assurée aux points de vente du réseau de distribution public. Puisqu'il n'y a pas partout de points de vente opérationnels, l'emploi des stocks gouvernementaux n'a pas eu l'effet escompté. De plus, six mois après les



cyclones, les stocks gouvernementaux étaient épuisés. En tout état de cause, vu la situation de l'emploi, les plus pauvres n'ont pas un pouvoir d'achat suffisant pour satisfaire aux besoins alimentaires de leur famille, même aux prix subventionnés du réseau public.

## Bénéficiaires

41. L'IPSR va se concentrer sur les femmes et les enfants qui ont été le plus frappés par les cyclones. Elle aidera: a) 500 000 enfants d'âge préscolaire, de femmes enceintes et de mères allaitantes et des travailleurs *anganwadi*<sup>2</sup> à travers l'AGV, b) 500 000 enfants des écoles primaires dont 240 000 (48 pour cent) seront des fillettes à qui sera fourni le repas de midi; et c) 80 000 familles qui recevront des rations mensuelles pour des activités VCT. Au total, 94 pour cent des bénéficiaires de l'aide alimentaire seront des femmes et des enfants.
42. En tout, 25 000 femmes enceintes et mères allaitantes, 2 500 agents *anganwadi* et adolescentes, 222 075 fillettes et 250 425 garçons de moins de six ans seront nourris à travers l'ICDS, et 240 000 fillettes et 260 000 garçons seront nourris dans le cadre de l'aide alimentaire dans les écoles primaires (VPE).
43. Les bénéficiaires de l'aide alimentaire au titre des activités VCT sont au nombre de 400 000, dont 320 000 (80 pour cent) sont des femmes et des enfants. Près de 50 000 ménages recevront des rations alimentaires en compensation de leur travail pour la reconstruction et la réparation de petits ponts, de petits ouvrages d'irrigation, de remblais et pour la réfection des routes villageoises, des écoles et des centres *anganwadi* à travers le Programme de garantie de l'emploi (PGE) du Département du développement rural qui garantit de l'emploi 100 jours par an. Près de 30 000 ménages bénéficieront de VCT pour des activités de collaboration du PAM avec les deux ONG *Action Aid* et *Council for Professional Social Workers* (CPSW) pour la reconstruction des habitations et des infrastructures locales (maisons, routes, canaux, plantations).

## Ciblage

44. Afin de limiter la portée des actions en vue d'un ciblage efficace, l'intervention assistée par le PAM se concentrera sur les besoins de redressement des segments dans les districts sujets à catastrophes les plus gravement touchés de Jagatsinghpur, Kendrapara, Puri, Ganjam, Dhenkanal et Jajpur qui n'ont pas été atteints jusqu'à présent par l'aide extérieure. Les objectifs primaires seront les familles qui ont des difficultés à se procurer les 10 kilogrammes de vivres subventionnés auprès du réseau public. La valeur de l'aide alimentaire pour ces ménages couvrira une part importante des pertes encourues.
45. Les familles qui souffrent le plus de l'insécurité alimentaire seront sélectionnées pour l'élément VCT de l'IPSR sur la base des critères suivants: a) celles qui ont perdu leurs moyens de subsistance à cause des cyclones; b) celles qui ont perdu leurs abris/maisons; c) celles qui ne peuvent accéder au réseau public de distribution, d) en donnant la priorité aux ménages dirigés par une femme. La sélection se fera par des méthodes participatives, avec l'aide des chefs de village, de membres éminents du conseil villageois (*Gram Panchayat*) et des partenaires ONG/Gouvernement de l'Etat.
46. Les critères de sélection du ICDS seront utilisés pour décider quels seront les femmes et enfants à recevoir une assistance au titre de l'AGV. Le DDMI, qui gère l'ICDS connaît bien les critères: les familles ayant droit sont celles qui gagnent moins de 1 200 roupies

<sup>2</sup> Des villageoises chargées du fonctionnement et de l'administration des centres ICDS.



indiennes par mois, ne possèdent pas de terres agricoles ou de biens productifs et dont la survie dépend en grande partie d'un salaire journalier. Toutefois, dans des circonstances exceptionnelles, les femmes âgées, les femmes chef de famille et les orphelins pour qui il n'existe aucun soutien spécifique, seront aussi inclus dans le cadre du ICDS jusqu'à la prochaine récolte d'octobre/novembre 2000. Des efforts spéciaux seront faits pour atteindre en priorité les enfants de moins de trois ans ainsi que les femmes enceintes et les mères allaitantes au moyen de distributions hebdomadaires de rations à emporter.

47. D'après une étude menée à la base avant les cyclones, en moyenne 48 pour cent des enfants inscrits dans les écoles sont des filles. Le PAM accordera la priorité aux écoles qui ont accueilli actuellement peu de fillettes afin de ramener la courbe de fréquentation aux niveaux antérieurs à la catastrophe.
48. Pour accroître l'impact des interventions du PAM et améliorer la sécurité alimentaire de ces familles, le PAM fera en sorte que les projets VCT et que le programme d'alimentation dans les écoles primaires soient mis en oeuvre dans les régions mêmes où est opérationnel le programme d'alimentation d'appoint.

### Evaluation des risques

49. Le succès de l'IPSR dépendra principalement du degré de soutien accordé par les donateurs à cet ensemble d'activités, et de la rapidité de l'Etat à rouvrir les centres *anganwadi* et des écoles primaires dans les districts touchés. La capacité de gestion du bureau de pays du PAM y est associée ainsi que les partenaires d'exécution aux niveaux régional et communautaire.
50. La première hypothèse sur laquelle repose cette IPSR est que la réponse apportée par le PAM et ses partenaires sera coordonnée efficacement avec le processus de reconstruction entrepris par l'Etat. La deuxième hypothèse est que le Gouvernement de l'Orissa continuera à approuver la stratégie de redressement proposée par le gouvernement central et la communauté internationale.

### Buts et objectifs

51. Les buts de l'aide alimentaire à travers l'IPSR proposée sont de répondre aux besoins alimentaires immédiats des plus vulnérables et d'aider ensuite les gens à retrouver une activité productive.
52. Les objectifs immédiats consistent à:
  - a) améliorer la situation nutritionnelle des femmes enceintes et des mères allaitantes, des nourrissons et des enfants d'âge préscolaire;
  - b) encourager la reprise des activités éducatives pour les enfants des écoles primaires, en particulier des fillettes; et
  - c) fournir une aide alimentaire aux groupes vulnérables pour leur permettre de reconstituer leurs avoirs et de renforcer leur autonomie par des activités VCT.

## PLAN D'EXECUTION

### Principaux éléments du programme

53. L'aide sera fournie à travers trois éléments:



- Alimentation des groupes vulnérables (AGV);
- Alimentation dans les écoles primaires—Vivres pour l'éducation (VPE);
- Remise en état des infrastructures communautaires—Vivres-contre-travail (VCT).

### **Activité 1: Alimentation des groupes vulnérables (AGV)**

54. Comme indiqué précédemment, la situation nutritionnelle en Orissa est l'une des pires de l'Inde car une vaste portion de la population est dans l'impossibilité de bénéficier d'un régime alimentaire équilibré. La seule solution est de compléter chaque jour les rations des foyers les plus pauvres avec des aliments enrichis en micronutriments. N'étant pas enrichis, les vivres écoulés par le réseau public de distribution ne répondent pas aux besoins spécifiques en micronutriments des groupes vulnérables. Le Gouvernement de l'Orissa a accéléré l'ouverture des centres ICDS dans les zones les plus reculées et aura besoin d'aide pour les faire fonctionner et pour réactiver les centres existants. Le PAM soutiendra cette initiative en complétant les efforts du gouvernement afin de fournir des aliments d'appoint nutritifs aux centres.
55. Dans plusieurs régions, l'ICDS constitue le seul programme gouvernemental assisté par le PAM, conçu pour répondre aux besoins des femmes et des enfants souffrant le plus de malnutrition, en leur offrant un supplément nutritionnel qui manque cruellement et les moyens d'atteindre des populations très vulnérables dans les zones reculées. Cependant, les cyclones ont limité l'accès à l'ICDS et aux services de santé et autres services sociaux pour un grand nombre de familles rurales.
56. Cette activité sera guidée par la situation nutritionnelle déjà dramatique parmi les femmes et les enfants des districts touchés. Tandis que l'alimentation complémentaire pour ce groupe vulnérable sera fournie à travers des mécanismes institutionnels du DDMI, la participation des ONG est prévue pour des domaines tels que l'atténuation des effets des catastrophes, la prévention des maladies et la sensibilisation aux problèmes nutritionnels et la vaccination. La collaboration avec l'UNICEF et d'autres institutions sera renforcée pour faire jouer les synergies, tant pour enrayer la malnutrition que pour améliorer la qualité de la vie.
57. Dans le cadre de cette IPSR, le PAM se concentrera sur les quartiers des districts où les nouveaux centres ont été rendus opérationnels après les cyclones. Des vivres sont alloués aux districts et quartiers en fonction du nombre des bénéficiaires désignés.

### **Activité 2: Alimentation dans les écoles primaires—Vivres pour l'éducation (VPE)**

58. Le DDMI a lancé sur tout le territoire un programme de distribution du repas de midi dans les écoles primaires en 1995/96. La ration comporte principalement du riz car le gouvernement central éprouve des difficultés considérables à couvrir le coût des aliments riches en protéines.
59. Dans le sillage des cyclones, le Gouvernement de l'Etat éprouve des difficultés à poursuivre le programme au rythme précédent, car les ressources sont limitées. Le PAM collaborera avec l'Etat pour la reprise du programme en complétant la ration de riz du gouvernement par des aliments ayant une teneur protéique adéquate. Le PAM fournira aux écoles primaires une ration quotidienne de légumineuses et d'huile.
60. Le PAM visera les écoles partiellement endommagées dans les quartiers les plus durement touchés des six districts où les taux d'inscription et de fréquentation des fillettes peuvent être améliorés.



61. Selon les prévisions, un apport régulier de nourriture devrait encourager les élèves des écoles primaires à revenir plus nombreux et à fréquenter régulièrement la classe. Une attention particulière sera accordée à la participation des fillettes pour prévenir toute augmentation du trafic ou du travail de mineures. Des instances villageoises officielles telles que le *Gram Sabha* (assemblée du village) ou des comités officieux seront responsables de l'identification des fillettes et faciliteront leur inscription et leur présence régulière à l'école. Au moins 33 pour cent des membres du *Gram Shaba* sont des femmes; elles jouent un rôle actif dans ces comités. Dans les comités officieux, les femmes sont souvent plus nombreuses (jusqu'à 50 pour cent), car celles qui sont déjà actives dans l'assemblée villageoise ou dans les *Panchayats* encouragent les autres à y entrer et à participer activement. Les ONG et les partenaires gouvernementaux veilleront à garantir qu'un quorum de femmes (au moins 33 pour cent) soit imposé pour valider les débats et les décisions des comités villageois.
62. Les professeurs seront également encouragés à accorder une attention spéciale aux fillettes dans les écoles. Ils tiendront des registres sur l'inscription et la présence de celles-ci. En cas d'absences répétées ou si les abandons augmentent, il incombera aux enseignants de rencontrer les parents et de convoquer des réunions parents-professeurs. Plus important, les professeurs seront en contact avec les communautés villageoises et veilleront donc à ce que les enfants viennent en classe.

### **Activité 3: Remise en état des infrastructures communautaires— Vivres-contre-travail (VCT)**

63. Cette activité répondra à l'objectif de créer des avoirs privés et communautaires et de constituer un environnement favorable au développement de nouveaux moyens de subsistance pouvant déboucher à terme sur une reprise économique.
64. L'élément VCT de l'IPSR fournira un soutien au PGE du Département du développement rural (DDR), mis en oeuvre par le Gouvernement de l'Etat au niveau du district. Le PGE garantit que les familles cibles dans les quartiers les plus touchés des districts frappés par les cyclones obtiennent 100 jours de travail par an; environ 20 pour cent de ces ménages sont dirigés par une femme. Des efforts spéciaux seront fait pour le ciblage de cette catégorie.
65. Le PGE à l'échelle nationale a été introduit en 1993 avec pour objectif premier de fournir un emploi rémunérateur de manoeuvre, en dehors de la campagne agricole, à tous les adultes aptes et particulièrement aux femmes des zones rurales, qui ont désespérément besoin de travailler. Ce besoin a été exacerbé en Orissa par une perturbation inattendue des activités habituelles à la suite des cyclones, qui a accentué le chômage. L'objectif secondaire du PEG est la création d'infrastructures économiques et de biens communautaires pour favoriser l'emploi et le développement durables.
66. Le PGE est exécuté par le biais des bureaux de développement rural du district qui obtiennent des crédits du gouvernement central. Les fonds sont mis à la disposition des bureaux de développement rural du district et des conseils de districts (*Zilla Parishads*) et sont ensuite canalisés vers les quartiers en réponse à la demande. Des fonctionnaires de développement de quartier, des administrateurs de district et des conseils du *Panchayati Raj* mettront en oeuvre le PEG. Le PAM utilisera les mécanismes en place pour canaliser l'aide alimentaire.
67. En harmonie avec sa stratégie de redressement, l'Etat d'Orissa a décidé de revigorer son programme dans les districts les plus touchés, y compris ceux qui reçoivent une aide du PAM. Le gouvernement couvrira les coûts non alimentaires (approximativement six





millions de dollars) liés aux différents travaux/activités rémunérées qui seront entrepris. Le PAM prendra à sa charge les rations alimentaires pour les travailleurs (60 pour cent d'hommes et 40 pour cent de femmes). Il est prévu d'entreprendre les activités suivantes dans le cadre de ce programme, avec les objectifs indiqués:

- reconstruction de ponts, de canaux, de remblais (100 ponts, 200 canaux, 100 remblais);
- reconstruction de routes (3 000 kilomètres de routes);
- petits ouvrages d'irrigation (100 unités); et
- bâtiments communautaires (150).

68. Cinquante mille ménages bénéficieront du PGE dans les six districts touchés et il donnera près de six millions de personnes/jour de travail. Les salaires journaliers dans les zones rurales tournent autour d'un dollar par jour. D'ordinaire, les femmes gagnent beaucoup moins que les hommes. Par conséquent, les rations, qui sont identiques pour les hommes et les femmes, semblent attirer un nombre plus élevé de femmes. Le PAM veillera à ce qu'au moins 40 pour cent des travailleurs de VCT soient des femmes. La valeur marchande d'une ration VCT est d'environ 50 pour cent de la rémunération journalière moyenne. Dans de nombreuses régions, les VCT seront la seule source de revenu pour les ménages, fournissant des chances et une rémunération égale pour les femmes et les hommes pour nourrir leurs familles. Les premiers avantagés par l'aide alimentaire fournie dans le cadre des VCT seront les femmes et les enfants à qui s'adressent 80 pour cent de ces activités. A long terme, la reconstruction des systèmes de petite irrigation renforcera la culture de potagers familiaux et les activités agricoles qui intéressent surtout les femmes. La reconstruction des centres *anganwadi* et des écoles primaires touche en priorité les femmes et les enfants sous-alimentés à travers l'ICDS. Les fillettes inscrites dans les écoles primaires évitent le travail des champs et peuvent profiter d'une instruction.
69. Le passage des secours au redressement se fait avec les ONG qui participent aux activités VCT, particulièrement pour la collaboration avec les pouvoirs locaux et les structures villageoises. Le PAM collaborera avec des ONG telles que CARE, *Action Aid*, Oxfam, *Council for Professional Social Workers* (CPSW), et la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR) à leurs programmes VCT, dans le cadre des efforts généraux de redressement décidés avec le gouvernement. Une tâche importante des ONG sera de renforcer la sensibilisation des communautés en matière de préparation aux catastrophes et de mettre en place des mécanismes d'intervention rapide pendant les urgences. Cela comprendra des activités de formation et de sensibilisation, la constitution de stocks stratégiques de produits et de médicaments indispensables, et le renforcement des systèmes d'alerte rapide.
70. Un mémorandum d'accord distinct sera signé avec chaque ONG partenaire responsable de la manutention et de l'entreposage des denrées, de la mise en oeuvre des activités VCT et de la distribution d'aliments aux bénéficiaires. Ces ONG suivront les procédures du PAM pour l'établissement de leurs rapports sur les stocks et les distributions alimentaires.
71. En particulier, le PAM s'est déjà mis d'accord avec certaines ONG sur des activités VCT en collaboration avec *Action Aid*, dans le cadre de son Plan de redressement pour le Jagatsinghpur et avec le CPSW, dans ses efforts de redressement communautaire, de réactivation des activités productives et de restauration des écosystèmes à Jagatsinghpur et Kendrapara. Parmi ces activités:



### Action Aid

- Nettoyage des canaux, des berges de rivières, des étangs et des puits (600 unités);
- réparation des routes d'accès au village (600 kilomètres);
- construction de logements (5 000 cases traditionnelles en pisé); et
- construction de remblais de salines (25 unités).

### CPSW

- Construction et réparation de canaux (30 kilomètres);
- construction et réparation de remblais de salines (30 kilomètres);
- crevetticulture et pisciculture, réparation d'étangs et exploitation mixte (150 étangs, 200 acres pour des systèmes mixtes pisciculture/cultures);
- plantations (300 000 plants); et
- culture de bétel (200 exploitations).

72. Trente mille ménages bénéficieront des activités combinées PAM-ONG. Dans le respect de l'engagement pris par le PAM qu'au moins 25 pour cent des avantages immédiats et à long terme des activités VCT aillent à des femmes, des activités telles que la pisciculture, l'élevage de crevette et la reconstruction des canaux feront travailler principalement des femmes. Ces activités favorisent l'installation durable de la capacité productive et de la sécurité alimentaire.
73. Il est important de souligner que l'élément alimentaire ne peut à lui seul recréer des moyens de subsistance. Des apports non alimentaires tels que les compétences (l'assistance technique fournie par les ONG internationales, d'autres institutions des Nations Unies et des ONG locales) seront déterminants pour redonner une assise économique aux villages.

### Rations

74. Pour l'élément d'alimentation d'appoint, les bénéficiaires recevront une ration sèche d'aliments précuits et prêts à consommer au centre villageois. Ils obtiendront une ration identique à celle du ICDS en cours (80 grammes d'*Indiamix* ou de mélange maïs-soja pendant 25 jours par mois). Cependant, les femmes enceintes et les mères allaitantes, les agents *anganwadi* et les enfants souffrant de malnutrition recevront une ration double de 160 grammes par jour.
75. Dans des circonstances normales, le gouvernement central fournit des rations de riz aux élèves des écoles primaires grâce au programme de distribution du repas de midi. Ce processus a été perturbé par les cyclones. Le PAM aidera à reprendre le programme en complétant les repas par des rations de légumineuses et d'huile. Il fournira quotidiennement une ration de 25 grammes de légumineuses (lentilles) et de 10 grammes d'huile par élève, en plus des 50 grammes de riz fournis par le gouvernement.
76. Pour l'élément VCT, les participants recevront des rations familiales mensuelles selon la progression des travaux. La ration journalière de VCT pour une famille comprendra: deux kilogrammes de riz, 200 grammes de légumineuses (lentilles) et 150 grammes d'huile (seulement pour les 30 000 familles ciblées pour les activités VCT exécutées par les ONG).





## Arrangements de partenariat

77. Les activités du PAM feront partie d'une stratégie commune en faveur du processus de reconstruction entrepris par le gouvernement, les institutions internationales et les ONG. Le PAM continue de présider le groupe de travail de coordination où siègent aussi des représentants des ONG et du gouvernement.
78. Les principaux partenaires du PAM en Orissa seront le DDMI, le DDR et le Département des conseils de *Panchayati Raj*. Toutefois, ces nouvelles activités pourraient surcharger les capacités actuelles des départements; par conséquent, la collaboration avec les ONG, les institutions des Nations unies et d'autres organisations est prévue pour cibler les bénéficiaires et mettre en oeuvre les activités de développement socio-économique dans les zones touchées. Le PAM utilisera les compétences des organisations locales présentes dans les villages et les communautés. Leurs activités comprennent la restauration des moyens de subsistance, le logement et les bâtiments communautaires.
79. Dans les zones où se trouve l'ICDS, l'UNICEF fournit des apports techniques dans les domaines de la santé, de la formation et de l'éducation et le PAM fournit des vivres. Le PAM a également approuvé l'idée d'un Centre commun des Nations Unies dans la capitale de l'Orissa, Bhubaneswar, et travaille en collaboration étroite avec d'autres institutions des Nations Unies, qui opèrent à partir des mêmes locaux. Cette pratique favorise le partage des informations et limite les chevauchements d'efforts.

## Logistique

80. A l'exception du volet de l'opération qui sera mis en oeuvre par les ONG, les coûts de transport, d'entreposage et de manutention du port, ou du point de livraison, jusqu'au site de distribution, estimés à 20 dollars la tonne, seront couverts par le Département gouvernemental concerné, à l'échelon de l'Etat. La distribution de vivres sera effectuée par le biais du Gouvernement de l'Orissa, par le DDMI pour l'alimentation complémentaire et l'alimentation dans les écoles primaires et par le DDR et les CPR pour les activités VCT.
81. Les ONG partenaires du PAM ont la capacité d'exécuter les programmes mais ont des ressources limitées pour la logistique. Quelques-unes des ONG fourniront une aide en distribuant des aliments directement et le PAM couvrira donc leur frais de distribution. Le gouvernement central sera responsable de l'entreposage des vivres.
82. Les coûts de transport terrestre, d'entreposage et de manutention (TTEM) ont été calculés et chiffrés pour les produits qui sont acheminés par l'intermédiaire des ONG. Le calcul des coûts de TTEM à 20 dollars la tonne tient compte des coûts approximatifs pour les droits de port, les opérations de manutention à quai, le transport, le chargement/déchargement dans les entrepôts, la location des entrepôts et l'acheminement de l'entrepôt aux centres de distribution.
83. Puisque le flux de l'aide alimentaire représente trois ou quatre fois le volume normal de l'aide au développement qui était généralement géré par l'Etat d'Orissa, le PAM devra renforcer sa capacité sur le terrain. Le PAM a recruté des directeurs de projet, des spécialistes du suivi de l'aide alimentaire et des logisticiens pour surveiller la mise en oeuvre des activités de développement et celles de l'IPSR 6211.00. Pour les activités prévues par la présente IPSR, il faudra du personnel supplémentaire pour soutenir la capacité du gouvernement et pour exécuter et suivre les opérations. Le personnel comprendra un administrateur international, deux volontaires des Nations Unies, trois fonctionnaires nationaux, un consultant et du personnel d'appui.
84. Comme indiqué précédemment, le PAM a approuvé l'idée de participer à un Centre commun des Nations Unies qui abritera toutes les institutions des Nations Unies actives



dans l'Etat d'Orissa, étant entendu qu'elles se partageront les coûts. Le budget de 20 000 dollars couvre la contribution du PAM aux frais d'administration et d'appui pour une période d'un an.

85. Afin d'optimiser le rapport coût-efficacité et la livraison en temps voulu des produits alimentaires, le PAM fera des efforts pour acheter localement une partie des denrées. Dans d'autres Etats, ces achats ont été probants, donnant lieu à des économies considérables pour le PAM. En raison de difficultés possibles de financement des achats locaux, des quantités de vivres ont été inscrites au budget d'importation, en calculant le transport extérieur au taux de 63,6 dollars la tonne. Il est estimé que 50 pour cent des aliments composés, 20 pour cent du riz, 50 pour cent des légumineuses (lentilles) et la totalité de l'huile végétale seront importés.

### Suivi et évaluation

86. La mise en oeuvre d'un système adéquat pour suivre les activités de l'IPSR et en évaluer les résultats est un élément important de l'opération. Ce système inclura des informations concernant les quantités distribuées et le degré de participation, le type de travaux et le nombre des bénéficiaires (par sexe); il fournira aussi des indications sur les effets des mesures de redressement. Des informations de base sur la mise en oeuvre des activités seront collectées et notifiées par les gouvernements locaux et les partenaires. Sur la base des évaluations participatives en milieu rural menées par les agents du PAM responsables du suivi de l'aide alimentaire dans les communautés participantes, le PAM sera en mesure de rendre compte des résultats obtenus. Le PAM a déjà effectué une évaluation nutritionnelle rapide en novembre 1999, qu'il a fait suivre d'une autre évaluation en février 2000. Ces informations serviront de base; le prochain cycle sera mené conjointement avec d'autres institutions des Nations Unies pour apprécier les changements dans les conditions nutritionnelles des segments vulnérables de la population.
87. Des voyages dans le pays, de fréquentes visites de terrain et des contacts réguliers avec les bénéficiaires seront sans doute nécessaires pour assurer un suivi efficace et pour évaluer la sécurité alimentaire et le niveau nutritionnel.
88. Afin de renforcer la collecte et l'analyse des informations, un administrateur chargé de l'information sera basé en Orissa. Il faudra aussi former le personnel du PAM et de ses partenaires pour développer les capacités de gestion et d'administration des projets. Des ateliers et séminaires seront organisés pour développer des aptitudes en matière d'évaluation, de suivi de projet et de sensibilisation à la problématique hommes-femmes.
89. Des indicateurs de base spécifiques sont en cours d'élaboration, à savoir:

#### INDICATEURS DE PERFORMANCE

##### Alimentation complémentaire

Nombre de femmes et d'enfants en âge préscolaire qui reçoivent des rations alimentaires nutritives pendant 12 mois

Nombre d'enfants qui souffrent de malnutrition grave et modérée (objectif: baisse de 50 pour cent)

Nombre de groupements féminins formés pour soutenir/administrer ces activités

Nombre de centres *anganwadi* fonctionnant avec un effectif complet

##### Vivres-contre-travail

Nombre de ménages participant aux activités VCT (y compris les ménages dirigés par une femme) et composition par sexe et par âge)

Nombre de personnes (par sexe) recevant des rations familiales pendant 12 mois

Nombre de maisons construites

Nombre de petits ponts construits

Kilométrage de routes d'accès villageoises



<b>Alimentation préscolaire</b>	reconstruites/améliorées
Nombre d'élèves (ventilé par sexe) qui reçoivent des aliments pendant 12 mois	Nombre d'écoles/centres <i>anganwadi</i> remis en état/construits
Nombre d'écoles primaires fonctionnant à plein régime et soutenues par ce projet	Nombre de structures d'irrigation reconstruites et d'hectares de terres irriguées grâce au projet
Taux de rétention des fillettes pendant la durée du projet (objectif: augmentation de 90 pour cent)	Nombre de canaux, d'étangs, de puits, de remblais nettoyés/reconstruits
Pourcentage de fréquentation pour les fillettes	Nombre d'arbres plantés

90. A la fin de l'IPSR le bureau de pays, avec le gouvernement, fera le bilan de l'efficacité des activités et de leurs effets sur les populations ciblées.

### Assistance technique

91. Une assistance technique spécifique sera nécessaire, en particulier pour la conception des travaux et l'application des techniques d'évaluation. Cette assistance sera en grande partie fournie dans le cadre des accords de coopération qui seront stipulés avec des ONG (*Action Aid*, CARE, CPSW, etc.) et d'autres partenaires (FICR, OIT, UNICEF). En outre, des fonds sont affectés par le bureau de pays pour l'examen et l'évaluation préliminaires du résultat des activités. En particulier le bureau de pays continuera de lier l'IPSR aux travaux d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité (ACV) entrepris par le PAM dans l'Etat d'Orissa.

## STRATEGIE DE RETRAIT

92. La stratégie de retrait de l'IPSR se fonde sur l'hypothèse qu'avec la poursuite et le ciblage amélioré des activités d'alimentation complémentaire et de VCT, les bénéficiaires tireront des avantages sociaux et économiques de l'amélioration de leur situation nutritionnelle et des avoirs créés. Une évaluation à mi-parcours sera menée par le bureau de pays au bout de six mois (en décembre 2000) pour évaluer les résultats des activités du PAM au titre de l'IPSR, en incorporant les suggestions visant à renforcer l'efficacité. L'un des effets escomptés de la mise en oeuvre de l'IPSR, est l'accroissement des taux d'inscription et de fréquentation dans les écoles primaires. Le gouvernement central, qui possède déjà son programme de distribution du repas de midi, sera en mesure d'en reprendre toutes les activités à son compte au bout d'un an lorsque sa situation financière et le niveau des réserves alimentaires s'amélioreront.
93. A la fin de cette IPSR (juin 2001), le Gouvernement de l'Etat devrait prendre en charge les activités d'alimentation complémentaire dans le cadre de son programme d'appui à l'ICDS et de ses activités d'alimentation scolaire. Le soutien au PGE dans le cadre des VCT ne sera pas poursuivi par le PAM, étant donné la nature ponctuelle de cette activité. Il faut s'attendre à ce que le Gouvernement central utilise les ressources affectées précédemment pour ce programme.

### Dotation de personnel

94. Le Gouvernement de l'Etat recevra les apports alimentaires de cette IPSR qui seront programmés à travers le DDMI, le DDR et les CPR. Afin de gérer les ressources alimentaires accrues destinées à l'Orissa, des dépenses supplémentaires se rapportant au



personnel du PAM ont été inscrites au poste des coûts d'appui directs, pour garantir un bon suivi des opérations et des rapports de bonne qualité.

### Articles non alimentaires

95. Les divers partenaires, co-exécutants dans chaque district, et le Gouvernement de l'Etat (DDMI, DDR et CPR) fourniront les intrants essentiels (espèces, semences, matériaux de construction et assistance technique, pour un montant estimé à 4,6 millions de dollars). Compte tenu de l'ampleur de la tâche, des outils seront fournis pour les activités VCT de reconstruction des maisons et de reprise de l'activité économique. Le montant total requis pour les articles non alimentaires est de 100 000 dollars.

## APPORTS NECESSAIRES

### Besoins en aide alimentaire

96. Les produits nécessaires pour cette IPSR sont détaillés dans le tableau ci-dessous:

PRODUITS NÉCESSAIRES	
Produit	Quantité (tonnes)
Riz	16 000
Légumineuses (lentilles)	4 225
Aliments composés (mélange maïs-soja/ <i>Indiamix</i> )	14 400
Huile	1 500
<b>Total</b>	<b>36 125</b>

### Justification des rations et de l'assortiment de produits

97. Les rations pour les divers éléments de l'IPSR ont été définies sur la base des rations utilisées tant pour les activités VCT que pour les programmes d'alimentation complémentaire. Elles respectent aussi les habitudes et les préférences des bénéficiaires. Une évaluation nutritionnelle entreprise par un consultant du PAM a recommandé les rations proposées, en particulier l'inclusion de l'huile qui ne faisait pas partie du programme d'alimentation prévu pour l'Orissa.

### Rations pour la composante secours (AGV et VPE)

98. Les rations correspondant aux différentes catégories de bénéficiaires des activités de secours figurent dans les tableaux ci-dessous.

**RATIONS POUR LES ÉLÈVES DES ÉCOLES PRIMAIRES, LES FEMMES ENCEINTES ET LES MÈRES ALLAITANTES, LES AGENTS *ANGANWADI* (AGV PAR L'ICDS) (500 000), POUR 300 JOURS**

Produit

Ration  
(grammes)

Teneur nutritive



		Calories	Protéines (grammes)	Lipides (grammes)
Mélange maïs-soja/ <i>Indiamix</i>	80	304	14,4	4,8
Mélange maïs-soja/ <i>Indiamix</i> *	160	608	28,8	9,6

\* Rations doubles pour 20 pour cent des bénéficiaires (y compris les agents *anganwadi*).

**RATIONS POUR LES ÉLÈVES DES ÉCOLES PRIMAIRES (VPE) (500 000),  
POUR 210 JOURS**

Produit	Ration (grammes)	Teneur nutritive		
		Calories	Protéines (grammes)	Lipides (grammes)
Riz (fourni par le gouvernement central)	50	180,0	3,5	0,20
Légumineuses (lentilles)	25	85,0	5,0	0,15
Huile	10	88,5		10,00
<b>Total</b>	<b>85</b>	<b>353,5</b>	<b>8,5</b>	<b>10,35</b>

### Rations pour la composante redressement (VCT)

99. Les rations pour la composante redressement de l'IPSR sont détaillées dans le tableau ci-dessous.

**RATIONS FAMILIALES POUR LES VCT (80 000 MÉNAGES,  
À SAVOIR 400 000 BÉNÉFICIAIRES), POUR 100 JOURS**

Produit	Ration (grammes)	Teneur nutritive		
		Calories	Protéines (grammes)	Lipides (grammes)
Riz	2 000	7 200,0	140	10,0
Légumineuses (lentilles)	200	680,0	40	1,2
Huile*	150	1 327,5		150,0
<b>Total</b>	<b>2 350</b>	<b>9 207,5</b>	<b>180</b>	<b>161,2</b>

\* Pour 30 000 ménages ciblés pour les activités VCT des ONG.

### Besoins totaux

100. Les besoins alimentaires totaux pour l'IPSR sont indiqués dans tableau ci-dessous.

**BESOINS TOTAUX PAR ACTIVITÉ  
(en tonnes)**

Activité	Riz	Légumineuses	Aliments composés	Huile	Total pour le PAM
Alimentation des groupes vulnérables (AGV)			14 400		14 400



Alimentation pour les écoles primaires (VPE)	(5 250) (ration du gouvernement)	2 625		1 050	3 675
VCT	16 000	1 600		450	18 050
<b>Total pour le PAM</b>	<b>16 000</b>	<b>4 225</b>	<b>14 400</b>	<b>1 500</b>	<b>36 125</b>

101. Il faudra pour la présente IPSR un volume de 36 125 tonnes de denrées alimentaires représentant un coût pour le PAM de 10 564 080 dollars.

## RECOMMANDATION DU DIRECTEUR EXECUTIF

102. Il est recommandé au Conseil d'administration d'approuver l'IPSR, compte tenu du budget figurant aux annexes I et II.



## ANNEXE I

VENTILATION DES COÛTS DU PROJET			
	Quantité (tonnes)	Coût moyen par tonne	Valeur (dollars)
<b>COÛTS POUR LE PAM</b>			
<b>A. Coûts opérationnels directs</b>			
Produits <sup>1</sup>			
– Riz	16 000	233	3 720
– Légumineuses (lentilles)	4 225	383	1 618
– Aliments composés	14 400	300	4 320
– Huile végétale	1 500	600	900 000
<b>Total produits</b>	<b>36 125</b>		<b>10 568</b>
Transport extérieur		63,6	891 000
Surintendance		2,5	35 000
Transport terrestre			
TIEM	7 050	20	141 000
Total TTEM			141 000
<b>Total partiel, coûts opérationnels directs</b>		<b>5</b>	<b>173 500</b>
<b>Total coûts opérationnels directs</b>			<b>11 800</b>
<b>B. Coûts d'appui directs (voir annexe II pour les détails)</b>			
<b>Total coûts directs</b>			<b>616 700</b>
<b>C. Coûts d'appui indirects (7,8 pour cent du total des coûts directs)</b>			
<b>Total partiel coûts d'appui indirects</b>			<b>968 800</b>
<b>COÛT TOTAL POUR LE PAM</b>			<b>13 300</b>

<sup>1</sup> Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins budgétaires et d'approbation. La gamme précise de produits et les quantités effectives à fournir au projet comme à tous les projets assistés par le PAM peuvent varier au cours du temps en fonction des disponibilités du PAM et du marché intérieur des pays bénéficiaires.

**Note:** Les achats locaux sont l'option préférée. Le transport extérieur est prévu au cas où des ressources seraient nécessaires en raison de difficultés à financer les achats locaux.





**ANNEXE II****BESOINS D'APPUI DIRECTS (dollars)**

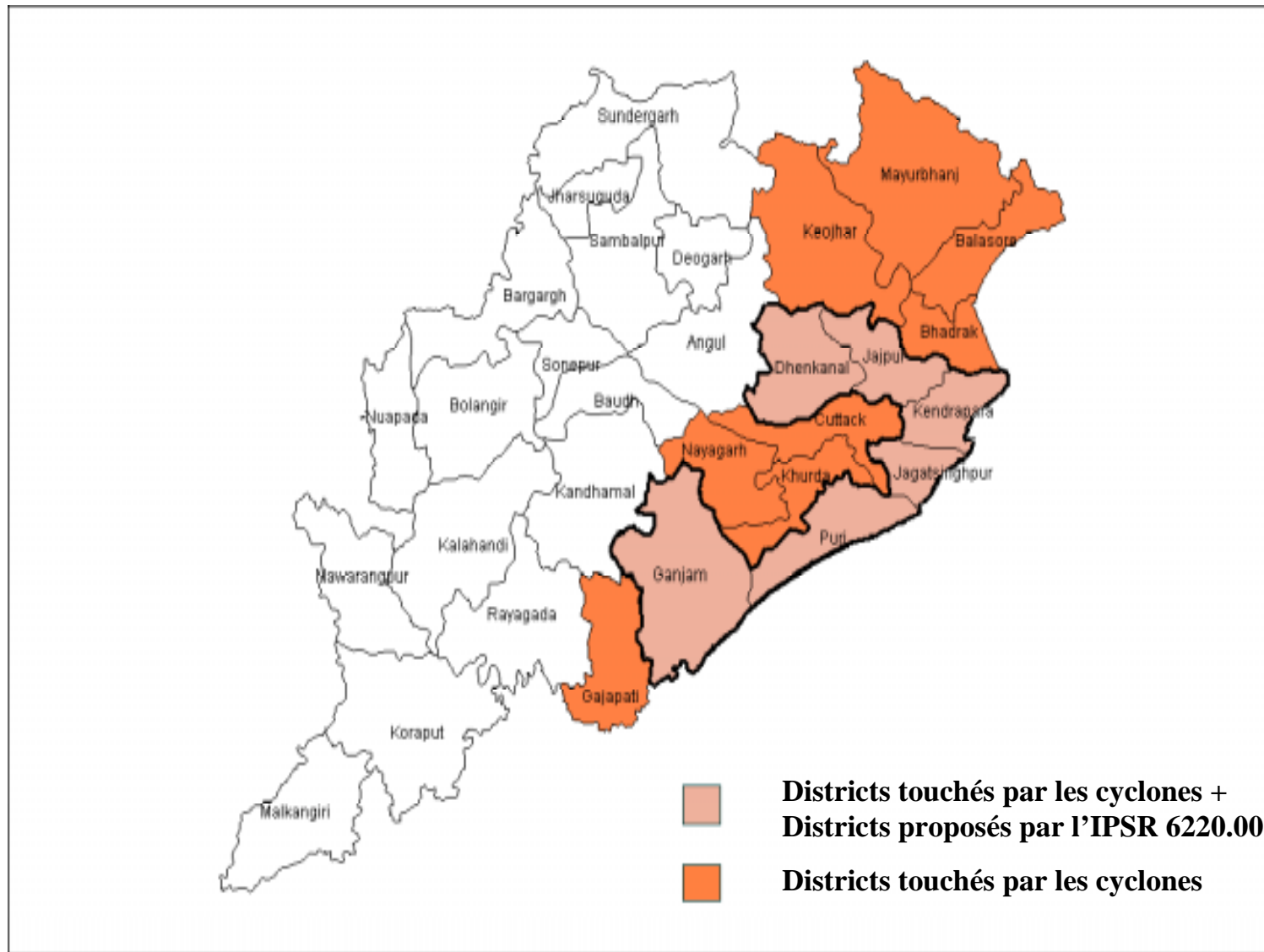
<b>Dépenses de personnel</b>	
Personnel international	73 000
Volontaires des Nations Unies	15 0000
Fonctionnaires nationaux	57 000
Consultants internationaux et SSA	42 583
Personnel local et temporaire	81 000
<b>Total partiel</b>	<b>268 583</b>
<b>Services d'appui technique</b>	
Services consultatifs techniques	10 000
Suivi et évaluation du projet	25 000
Formation	8 000
ACV et coûts connexes	26 300
<b>Total partiel</b>	<b>69 300</b>
<b>Voyages et indemnités journalières de subsistance</b>	
Voyages forfaitaires	7 861
Déplacement intérieurs	60 000
<b>Total partiel</b>	<b>67 861</b>
<b>Dépenses de bureau</b>	
Locaux des locaux	6 104
Services collectifs	13 320
Communications	33 300
Fournitures de bureau	13 864
Réparation et entretien du matériel	4 200
<b>Total partiel</b>	<b>70 788</b>
<b>Véhicules</b>	
Carburant et entretien	27 800
<b>Total partiel</b>	<b>27 800</b>
<b>Matériel</b>	
Matériel de communications	15 400
Véhicules	14 500
Équipement informatique	19 000
Mobilier et autre équipement	26 500
<b>Total partiel</b>	<b>75 400</b>
<b>Divers</b>	
Plaidoyer	17 000
Contribution à une activité conjointe des Nations Unies	20 000
<b>Total partiel</b>	<b>37 000</b>
<b>TOTAL DES COÛTS D'APPUI DIRECTS</b>	<b>616 732</b>



## ANNEXE III



## Etat d'Orissa - Inde



Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

